

Brochure n° 3308

Convention collective nationale

IDCC : 2270. – **UNIVERSITÉS ET INSTITUTS CATHOLIQUES**

**PROCÈS-VERBAL DE DÉSACCORD DU 11 MARS 2016
PORTANT SUR LA NÉGOCIATION SUR LES TEMPS PARTIELS**

NOR : ASET1650470M

IDCC : 2270

Entre :

L'AEUIC,

D'une part, et

La FEP CFDT ;

Le SNEC CFTC ;

La FNEC FP FO,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

TITRE I^{ER}

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 1.1

Champ d'application

Sont concernés par le présent procès-verbal de désaccord, les universités ou instituts catholiques, établissements privés d'enseignement supérieur, situés sur le territoire national, y compris les départements d'outre-mer, soit principalement, les universités ou instituts catholiques de l'Ouest, Lille, Lyon, Paris, Toulouse, relevant notamment des codes APE 85.42Z et 85.59A et B.

Article 1.2

Objet

Ce procès-verbal est conclu dans le cadre de la négociation sur les temps partiels dans les universités et instituts catholiques de France.

TITRE II

**DEMANDES FORMULÉES PAR LES PARTIES
ET CONCLUSION DE LA NÉGOCIATION**

Article 2.1

Demandes formulées par la délégation syndicale

Réunions :

« Il est rappelé que les réunions doivent se placer sur le temps de travail des enseignants à temps partiels. Ils ne sont pas tenus d'assister aux réunions placés sur des jours ou horaires où ils ne travaillent pas. Dans le cas où ces réunions sont portées sur des plages horaires où l'enseignant ne travaille pas et que celui-ci est contraint d'y assister, ce temps de travail sera rémunéré avec une majoration de 25 %. »

Dérogations :

« Il sera rappelé aux salariés à temps partiel que la demande de dérogation doit être à l'initiative du salarié. Le refus d'accepter une dérogation ne peut avoir pour seule conséquence que l'augmentation du temps de travail. »

Rémunération des heures complémentaires et nombre d'avenants en complément d'heures :

« Les heures complémentaires accomplies au-delà de la durée prévue dans l'avenant complémentaire donneront lieu à une majoration de salaire de 25 %. Le nombre d'avenants en complément d'heures sera limité à deux par an ». »

Intégration des chargés d'enseignement :

« Les parties signataires s'engagent à l'intégration de quatre ETP sur 3 ans avec au minimum l'intégration d'un ETP par an pour chaque établissement de plus de 300 salariés. Est éligible à ce mode de recrutement un chargé d'enseignement qui a déjà accompli dans le passé au moins 300 heures de face à face sur une période de 3 ans, qu'il ne soit pas retraité ou à temps plein chez un autre employeur et respectant les critères de recrutement négociés au niveau de l'établissement. »

Information des salariés :

Le texte de cet accord devra être remis à chaque temps partiel en main propre ou de manière électronique.

Article 2.2

Demandes formulées par la délégation employeur

Rémunération des heures complémentaires au-delà de l'horaire contractuel :

« La totalité des heures complémentaires effectuées au-delà de l'horaire contractuel fait l'objet d'une majoration de 10 %, dès la première heure jusqu'à 1/3 de l'horaire contractuel. »

Rémunération des heures complémentaires et nombre d'avenants en complément d'heures :

« Les heures complémentaires accomplies au-delà de la durée du travail fixée par l'avenant complément d'heures donneront lieu à une majoration de salaire de 10 %.

Le nombre d'avenants en complément d'heures sera limité à quatre par an et par salarié.

Dérogations :

« Des dérogations individuelles aux durées minimales de travail fixées seront possibles dans le cadre de la législation légale en vigueur. »

Intégration des chargés d'enseignement :

« Les parties signataires s'engagent à l'intégration de trois ETP éligibles en moyenne sur 3 ans par établissement dont l'effectif est au moins de 300 salariés. Un point d'étape sera fait chaque année.

Est éligible à ce mode de recrutement un chargé d'enseignement qui a déjà accompli dans le passé au moins 300 heures de face à face sur une période de 3 ans, qu'il ne soit pas retraité ou à temps plein chez un autre employeur et respectant les critères de recrutement négociés au niveau de l'établissement. »

Information des salariés :

« L'accord sera soumis aux modalités légales de dépôt et de publicité »

Article 2.3

Dernières déclarations des parties

« Le collège salariés estime que les ultimes propositions du collège employeur ne correspondent pas à ses attentes : quatre ETP en moyenne sur 3 ans, dont un minimum par an. Les demandes de l'intersyndicale formulées par la CFDT, sur les garanties données aux salariés, sur l'information notamment, n'apparaissent pas. Le nombre des avenants (deux maximum au lieu de quatre) n'apparaît pas non plus. En conséquence, les organisations syndicales ne signeront pas l'accord proposé. »

« Le collège employeur ne peut accepter ces propositions et propose la rédaction d'un procès-verbal de désaccord. Il rappelle que l'accord doit obtenir l'extension ministérielle pour être applicable dans chacun des établissements. »

En conclusion, après négociation, les parties ne se sont pas mises d'accord.

TITRE III

DISPOSITIONS DIVERSES

Article 3.1

Dépôt et date d'effet

Le présent procès-verbal de désaccord sera déposé à la direction générale du travail et au greffe du conseil des prud'hommes auxquels est rattaché le lieu de conclusion. Il prend effet à compter du jour qui suit son dépôt.

Fait à Paris, le 11 mars 2016.

(Suivent les signatures.)

ANNEXE

Liste des établissements concernés

Institut catholique de paris, 21, rue d'Assas, 75270 Paris Cedex 06.

Université catholique de Lille, 60, boulevard Vauban, BP 109, 59016 Lille Cedex.

Université catholique de Lyon, 10, place des Archives, 69288 Lyon Cedex 2.

Université catholique de l'Ouest, 3, place André-Leroy, BP 10808, 49008 Angers Cedex 01.

Institut catholique de Toulouse, 31, rue de la Fonderie, 31068 Toulouse Cedex 7.